

De la crise à la dette,
en passant par les banques

Origine et mécanismes
d'une bombe à retardement

Dette et déficit : quelques avis officiels... et autorisés

- « En l'absence de baisses de prélèvements, la dette publique serait environ 20 points de PIB plus faible aujourd'hui qu'elle ne l'est en réalité, générant ainsi une économie annuelle de charges d'intérêts de 0,5 point de PIB (...) En 10 ans, 400 Md€ de recettes fiscales perdues »

Paul Champsaur et Jean-Philippe Cotis, Rapport sur la situation des finances publiques, avril 2010

- « Entre 2000 et 2009, le budget général de l'État aurait perdu entre 101,2 (5,3% de PIB) et 119,3 Md€ (6,2 % de PIB) de recettes fiscales, environ les deux tiers étant dus au coût net des mesures nouvelles – les baisses d'impôts – et le tiers restant à des transferts de recettes aux autres administrations publiques – Sécurité sociale et collectivités locales principalement »

Rapport Gilles Carrez, commission des Finances de l'Assemblée nationale, juin 2010

- « La crise explique au plus 38 % du déficit, qui est surtout de nature structurelle et résulte largement de mesures discrétionnaires »

Rapport de la Cour des comptes sur la situation et les perspectives des finances publiques, juin 2011

Source : d'après Jean-Marie Harribey (blog Alternatives économiques)

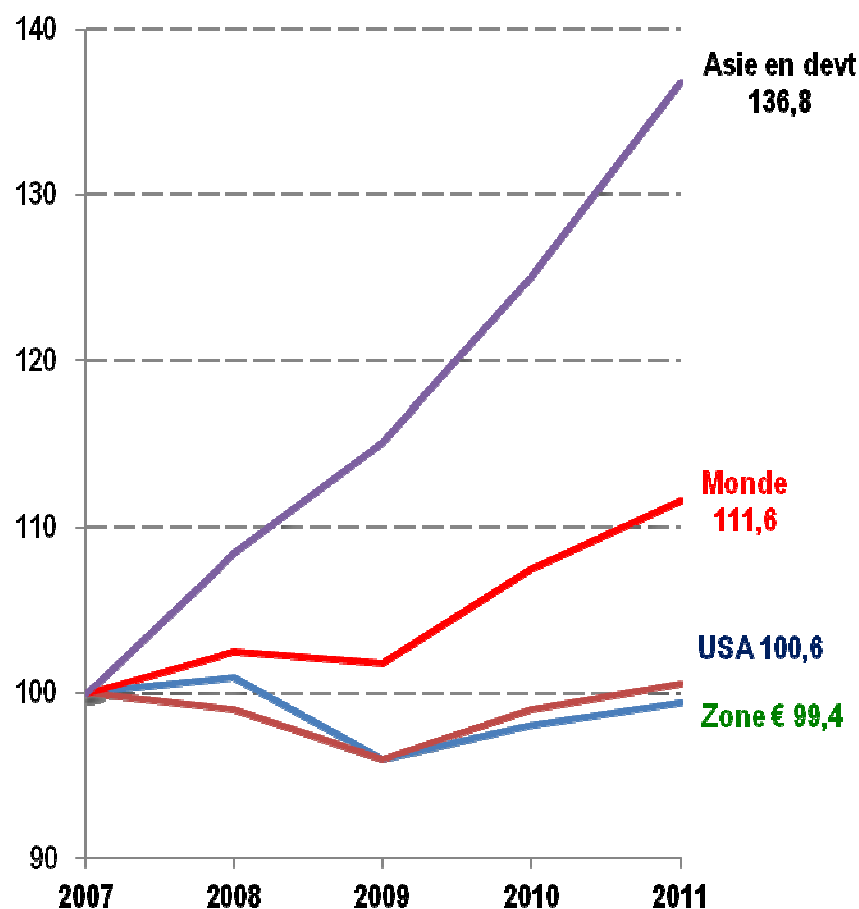
De la crise à la dette : la « douloureuse »

**Itinéraire d'une boule de neige
en forme de facture**

Pas de sortie de crise en vue pour les USA et la zone euro, mais une récession qui s'annonce

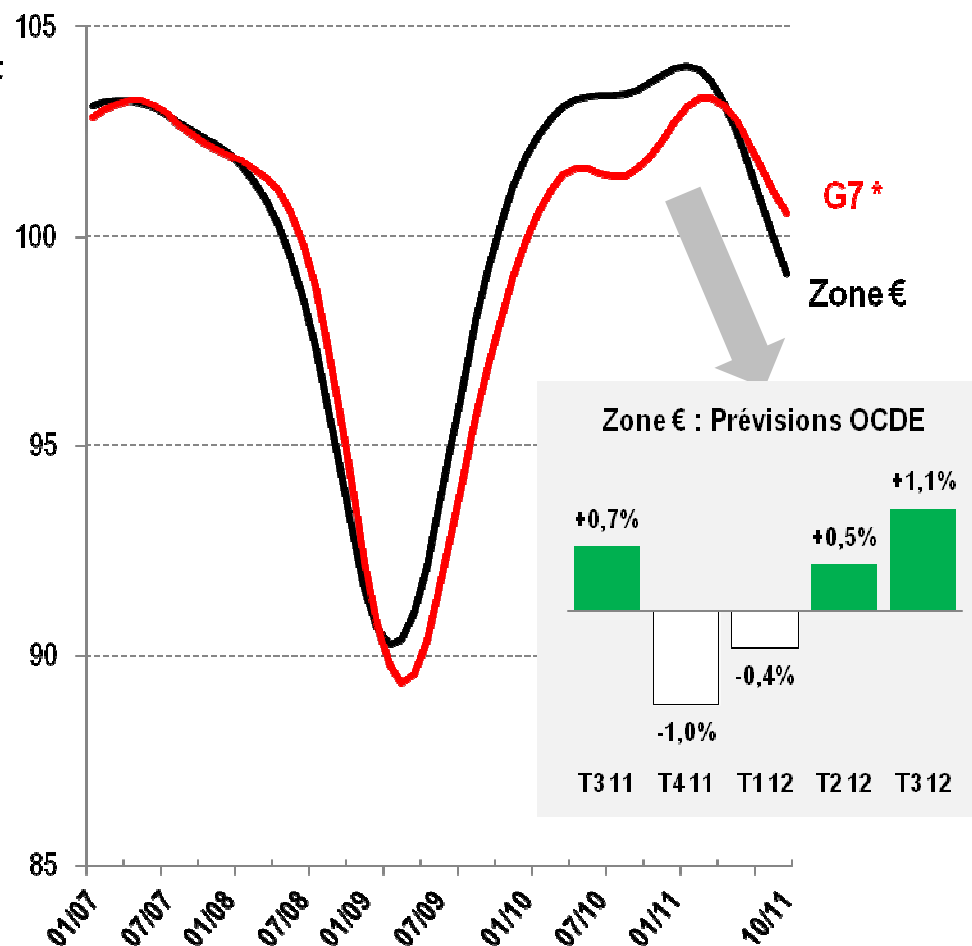
PIB des grandes zones

(en indice, 100 en 2007)



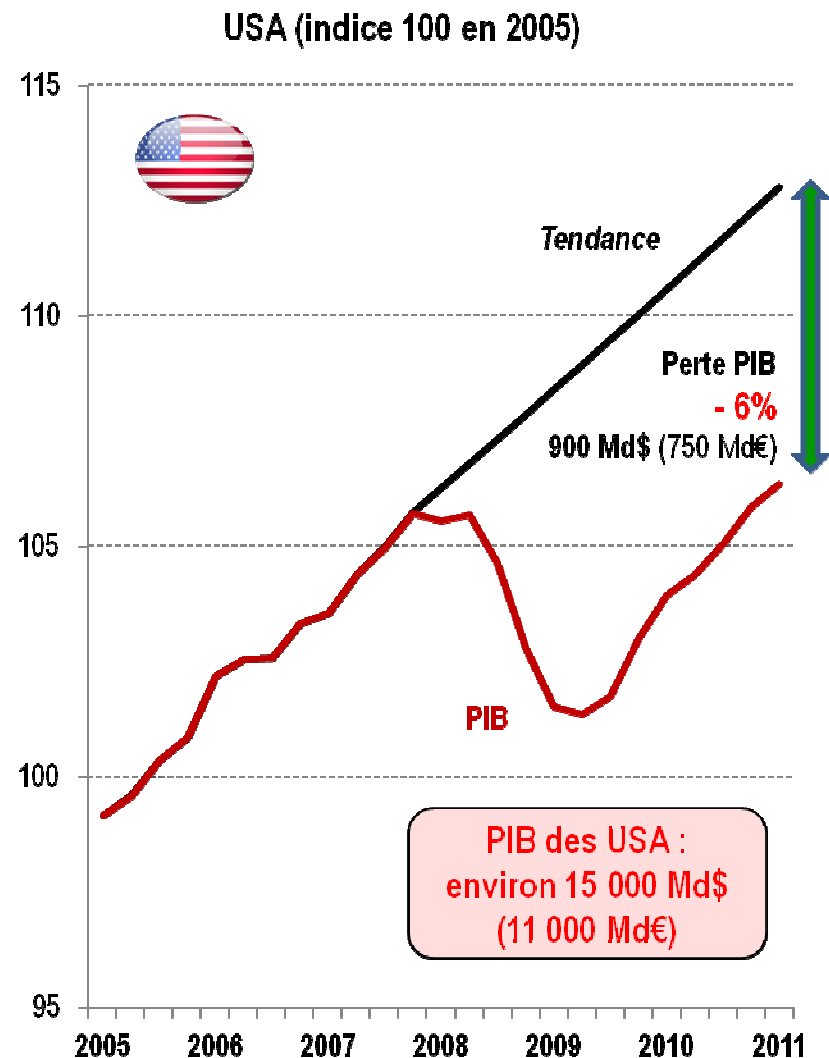
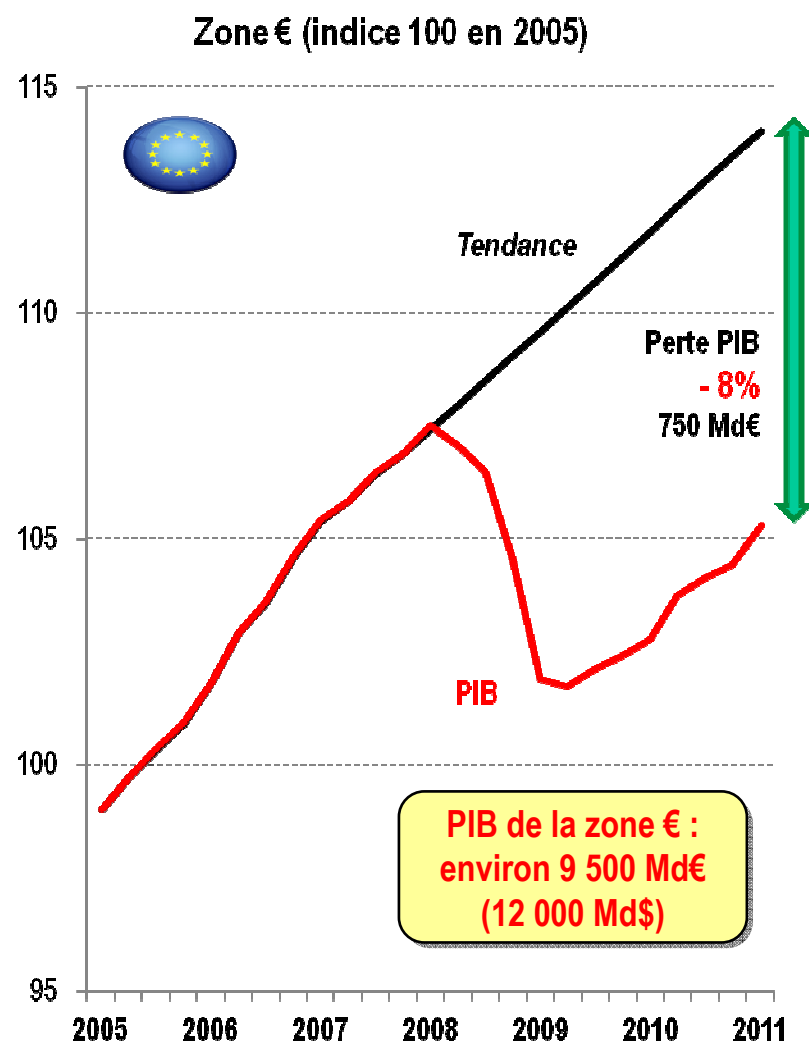
Indicateurs composites avancés

de l'OCDE (PIE)

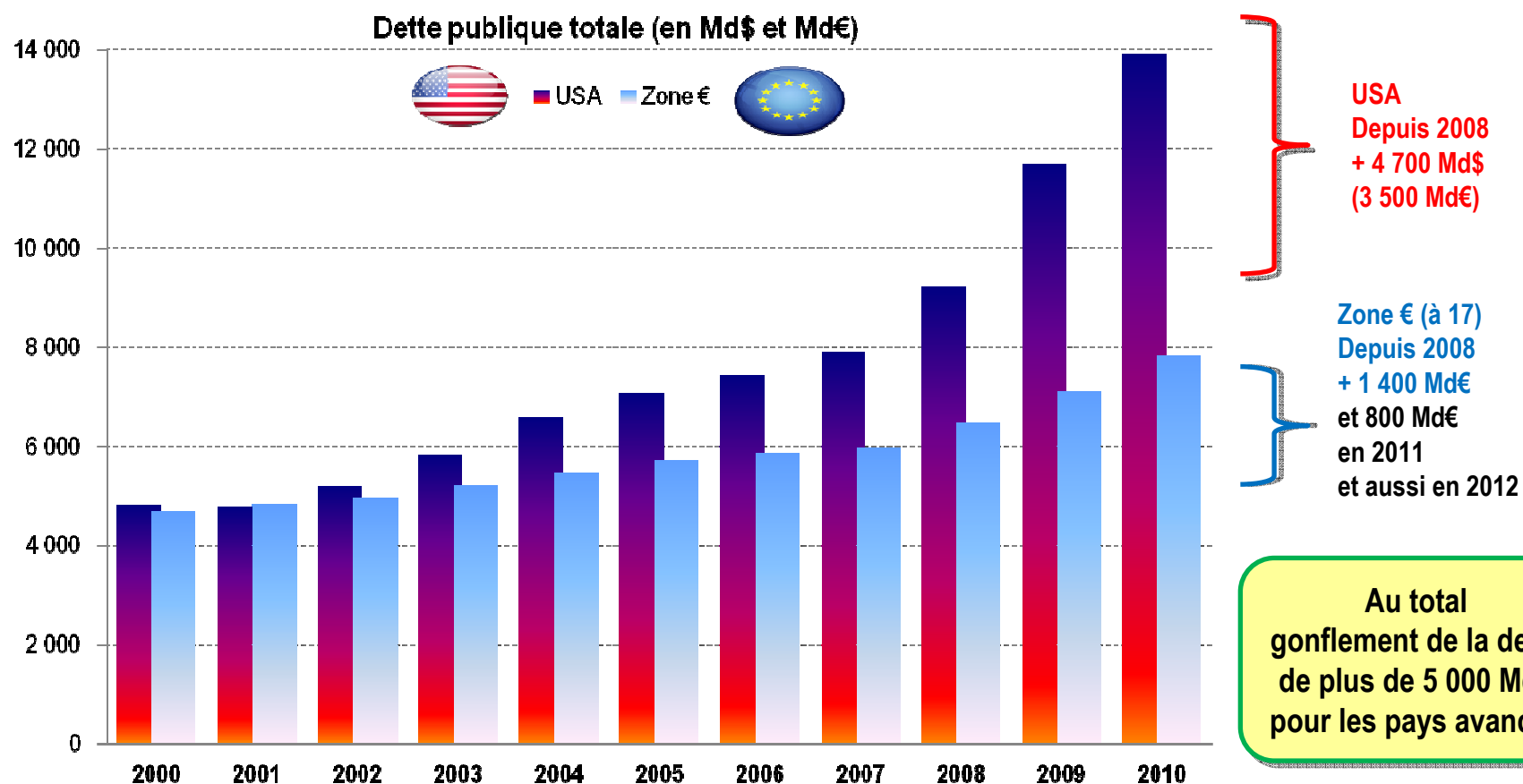


* G7 : USA, UK, Canada, France, Allemagne, Italie, Japon
Source : FMI, OCDE

Perte de croissance due à la crise : 6-8 points
environ 900 Md\$ (750 Md€) qui ne seront pas comblés

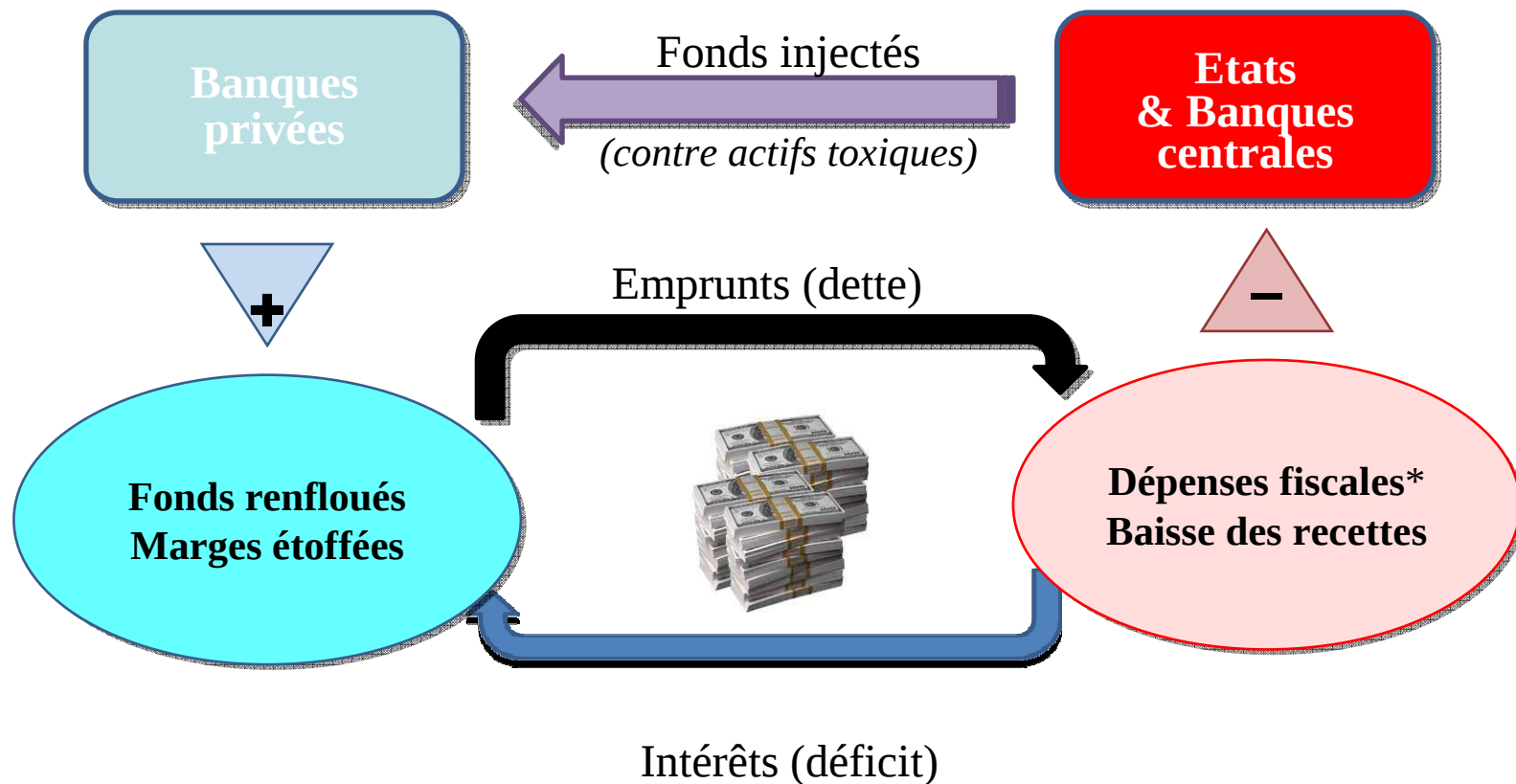


Transfert de dette privée à l'Etat : l'explosion... et une bonne affaire pour les banques !



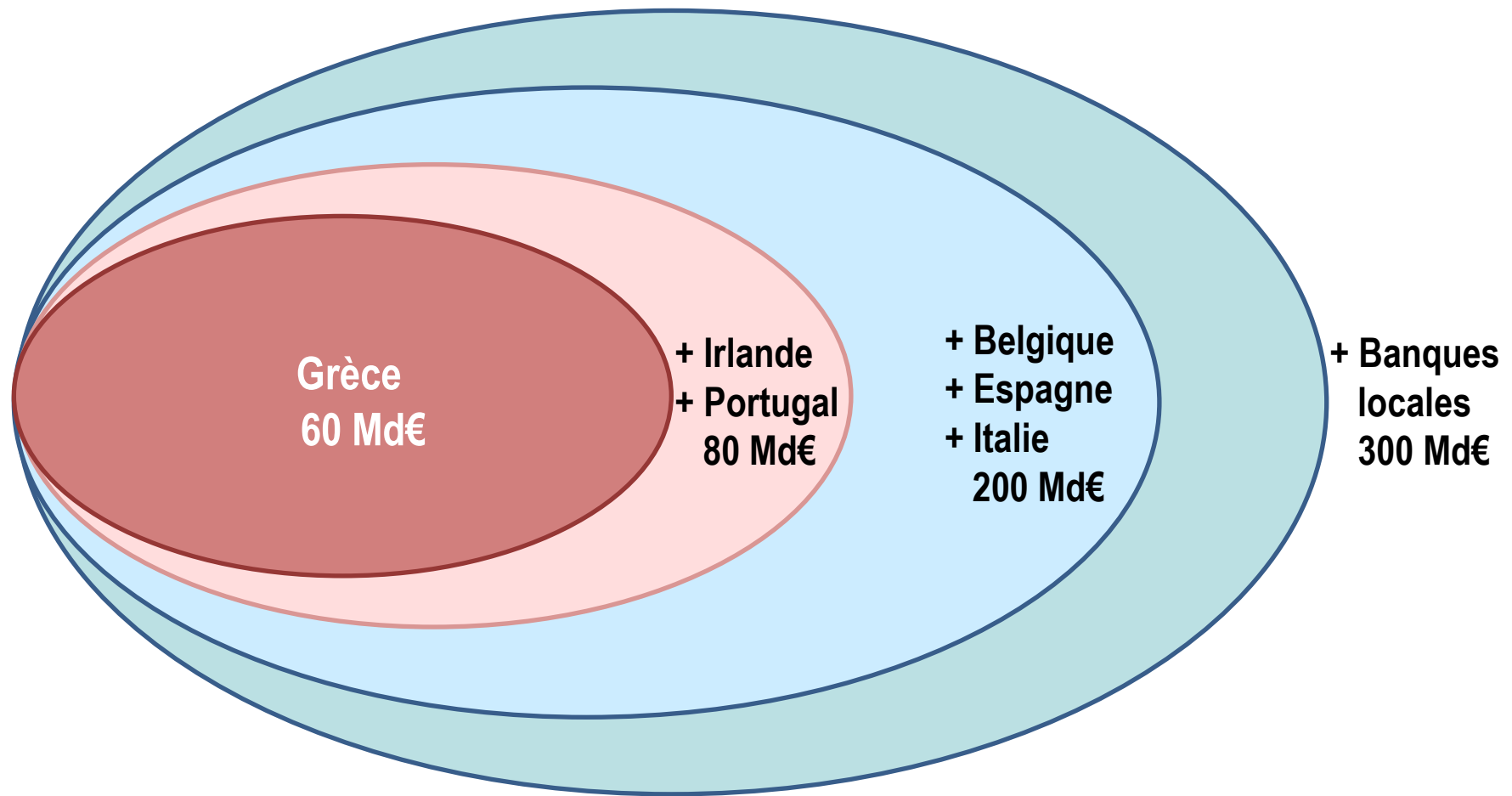
Source : Eurostat, OCDE

Mécanisme global de transformation de la dette privée en dette publique (socialisation des pertes)



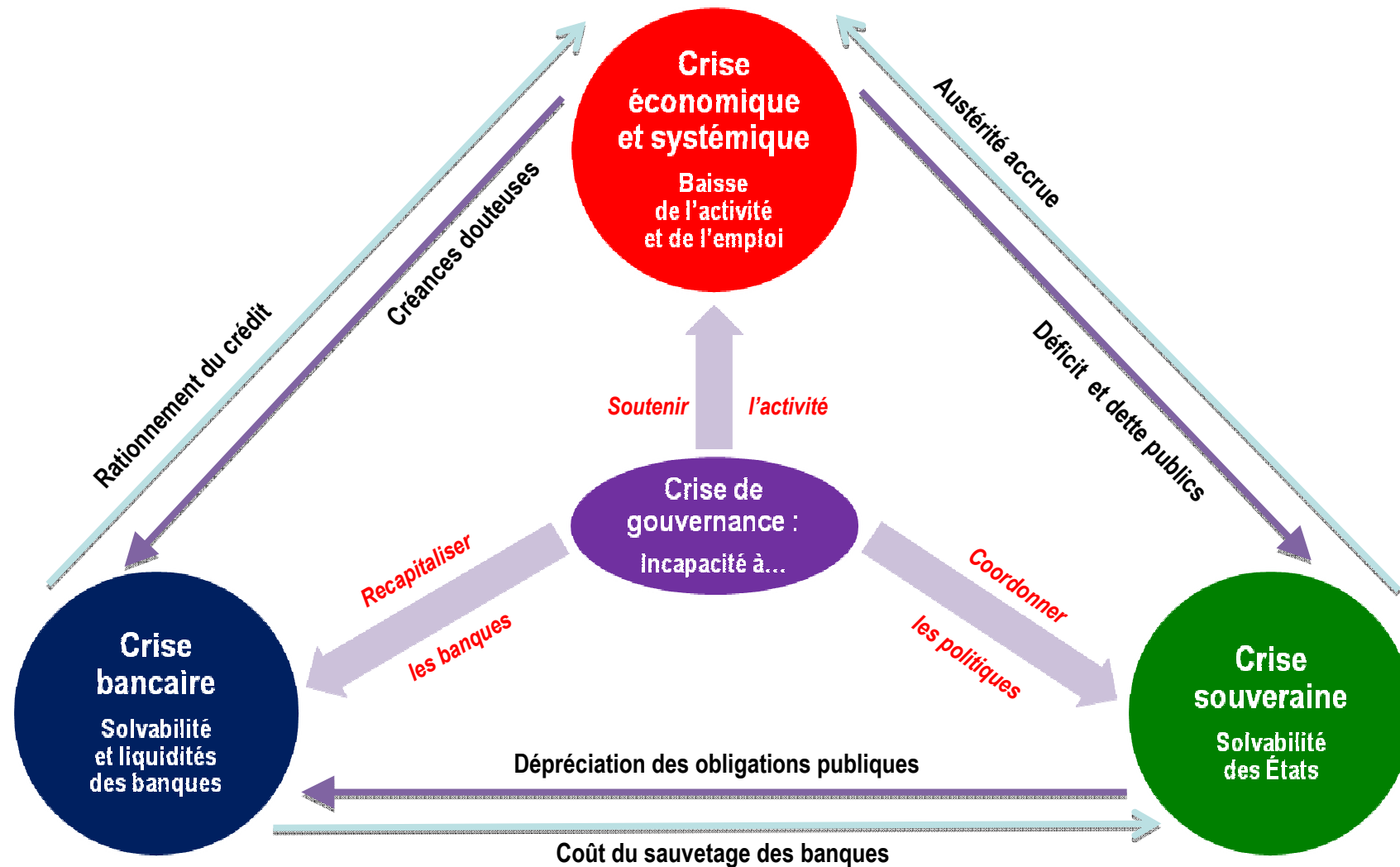
* Dépenses fiscales = niches fiscales recensées et déclassées + dérogations diverses, tout cela faisant baisser les recettes

Banques européennes : très exposées aux risques souverains, qui entraîneront inévitablement les banques locales



Source : FMI (Rapport sur la stabilité financière, septembre 2011)

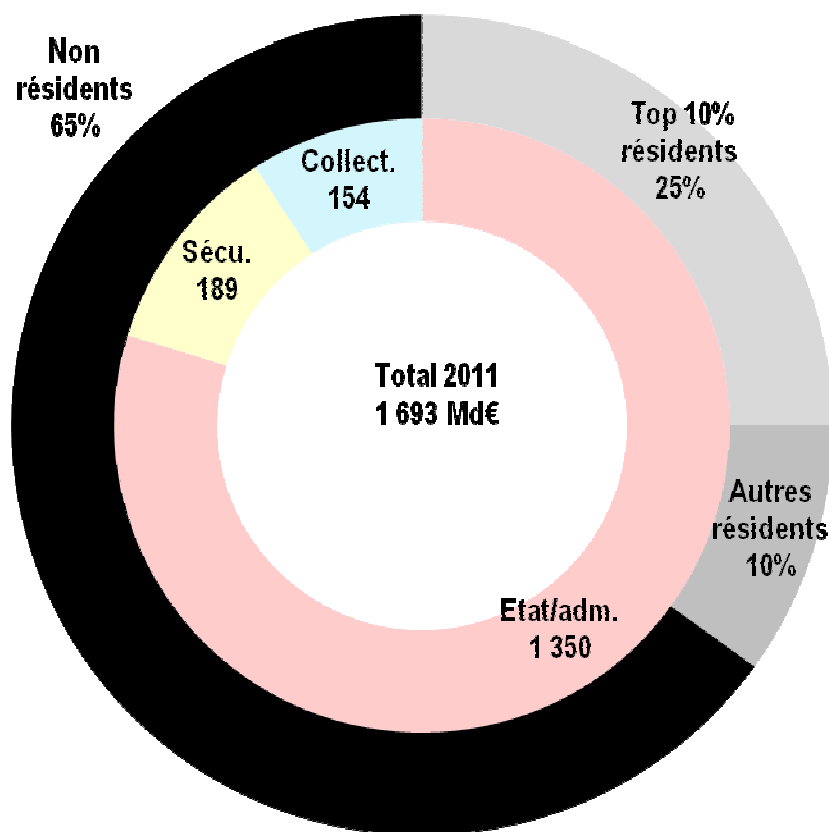
Zone euro : le cercle vicieux d'une triple crise concomitante



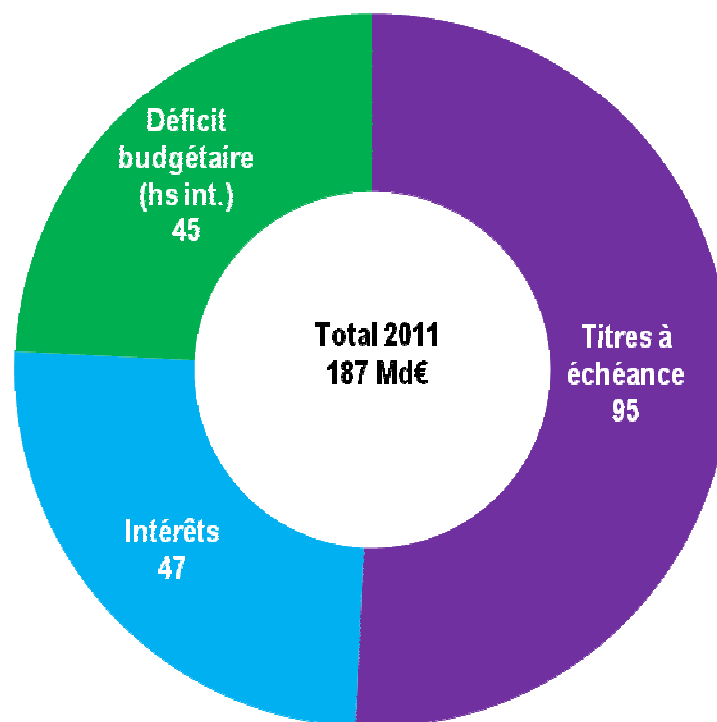
Source : d'après Alternatives économiques (hors série n°90, 4^e trim. 2011)

Anatomie de la dette publique française en 2011 : Combien ? Qui la détient ? Quel besoin de financement de l'État ?

France : dette publique (en Md€)
et détention (en %) en 2011



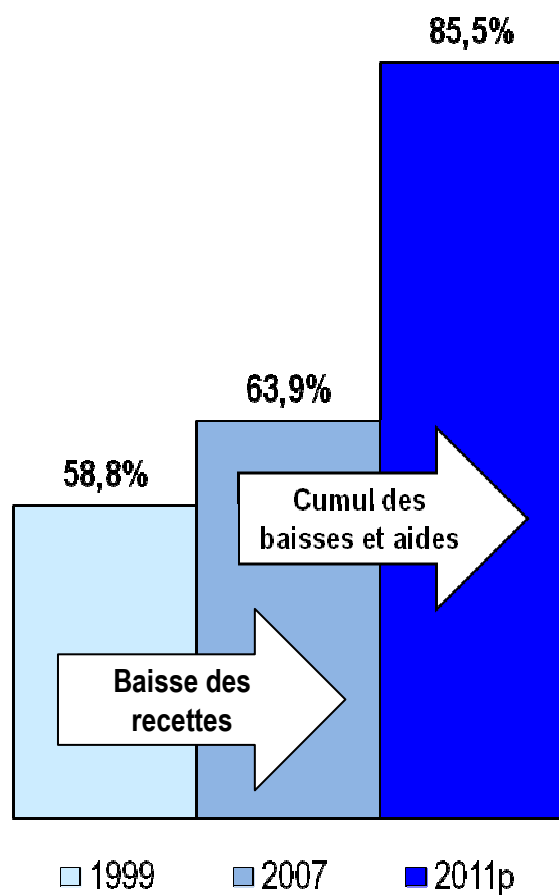
France : besoin de financement
de l'État en 2011 (en Md€)



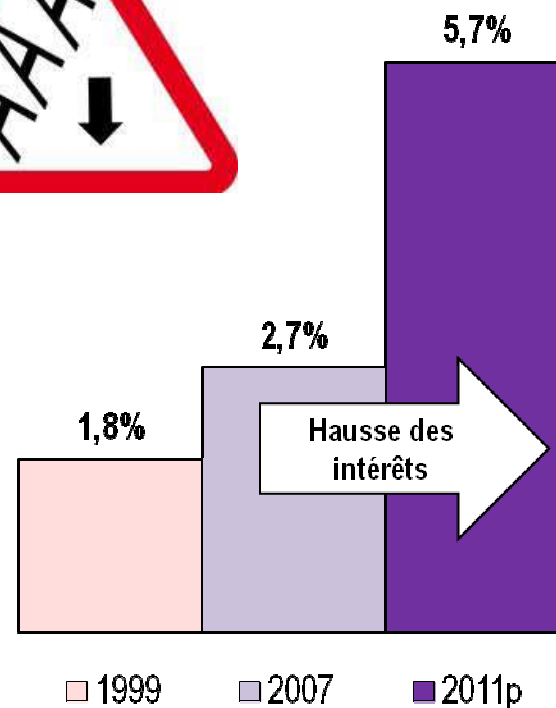
Source : Agence France Trésor

Impact de la baisse des recettes sur la dette et le déficit : patent avant la crise (2007), aggravé avec la crise

Dette publique (en % du PIB)



Déficit public (en % du PIB)



Mécanismes d'amplification de la dette

- Recours de l'Etat aux marchés financiers (**interdiction de faire appel aux Banques centrales depuis 1973 en France et article 123 du Traité européen**) : effet à la hausse des taux d'emprunt
 - Injection massive de fonds aux banques dans la crise 2008-2009 sans contrôle public sur l'affectation des ressources allouées
 - Baisse des recettes de l'Etat amplifiée par la baisse de l'activité
 - Effets de la politique fiscale *dégressive* des États:
 - En faveur des grandes entreprises (nominal : de 45 à 33% de 1990 à 2010)
 - En faveur des privilégiés (ex. ISF amendé, tranches fiscales, taux effectif inférieur à 20% pour le Top 1%)
 - Niches fiscales (recensées et déclassées) : 145 Md€ en France
 - Recettes fiscales : 15,4% du PIB en 2007 contre 22,5% en 1982 (par contre dépenses quasiment stables)
- Redistribution de la richesse...
... au profit des plus riches



2. La facture à payer : considérablement alourdie par les inégalités

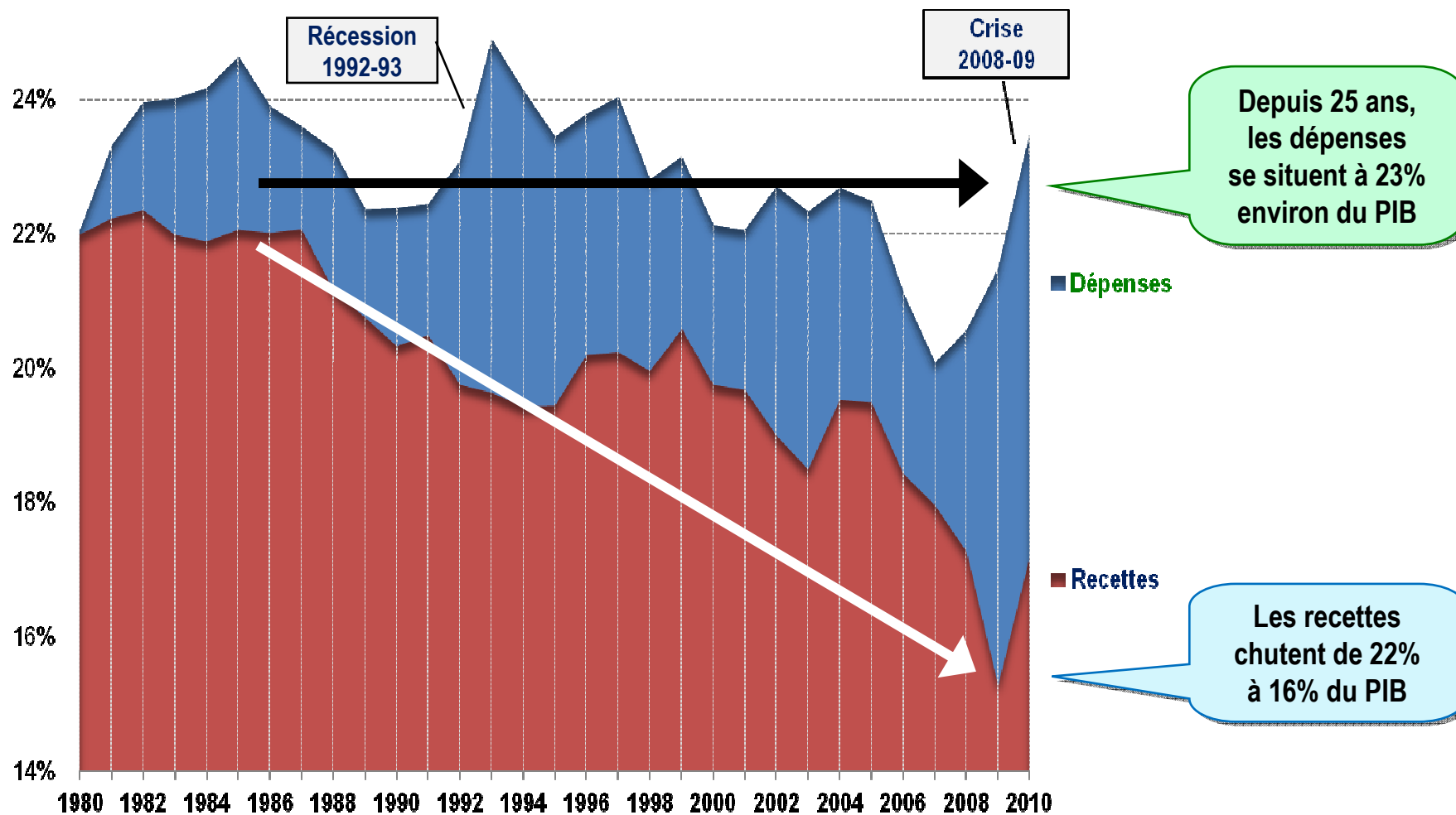
« Un système favorable aux très riches
donne des résultats décevants pour le travail de tous les autres.
Au sommet, en quelques dizaines d'années,
on s'en est sorti comme des brigands,
et tous les autres doivent maintenant régler l'addition »

*The Economist (26 octobre 2011) **

“ A system that works well for the very richest has delivered returns on labour that are disappointing for everyone else (...) The people at the top have made out like bandits over the past few decades, and now everyone else must pick up the bill ”

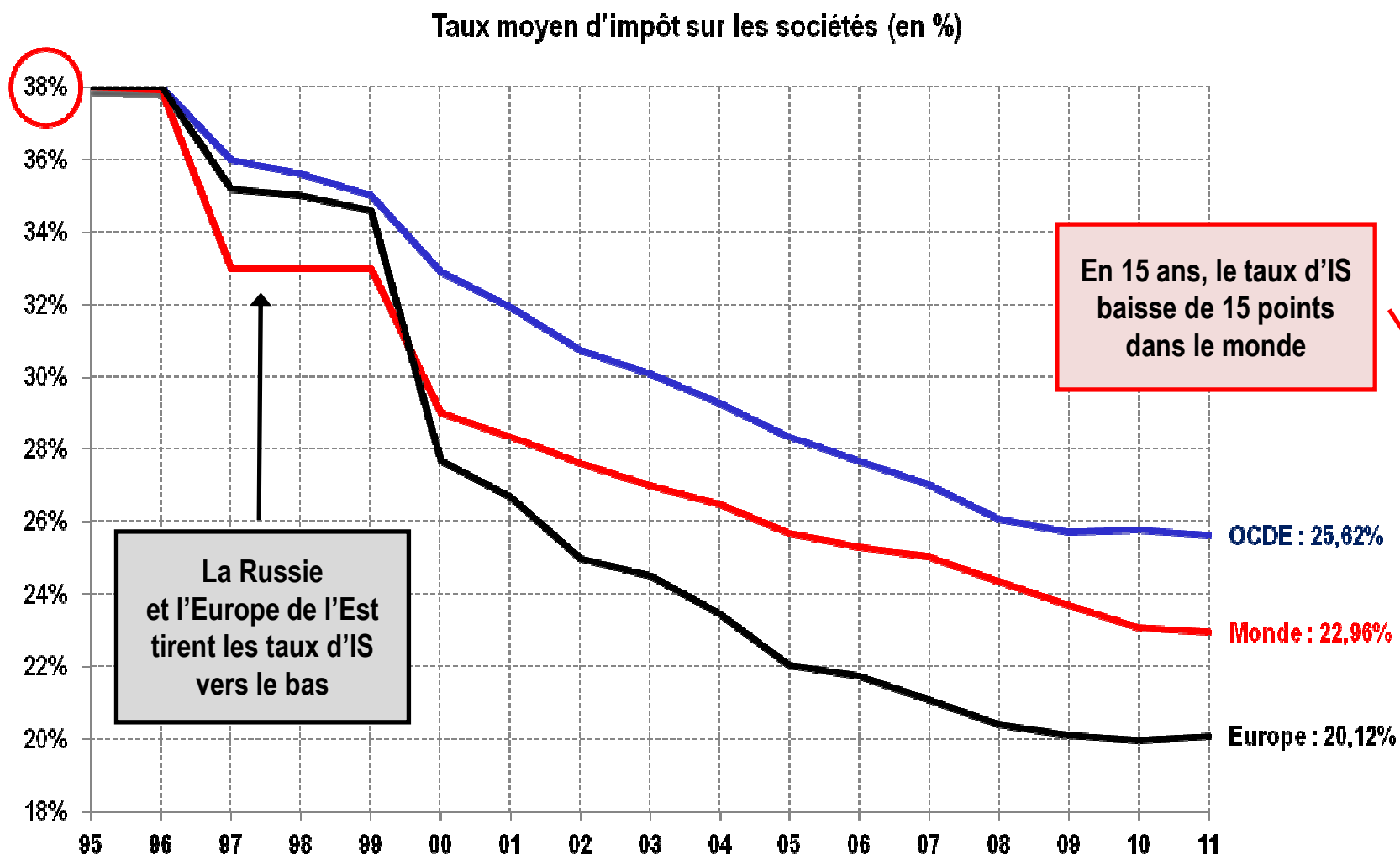
Baisse des recettes accentuée depuis les années 2000 sans augmentation notable des dépenses de l'État (en % du PIB)

France : dépenses et recettes de l'État (en % du PIB)



Source : Insee (comptes nationaux de l'Etat)

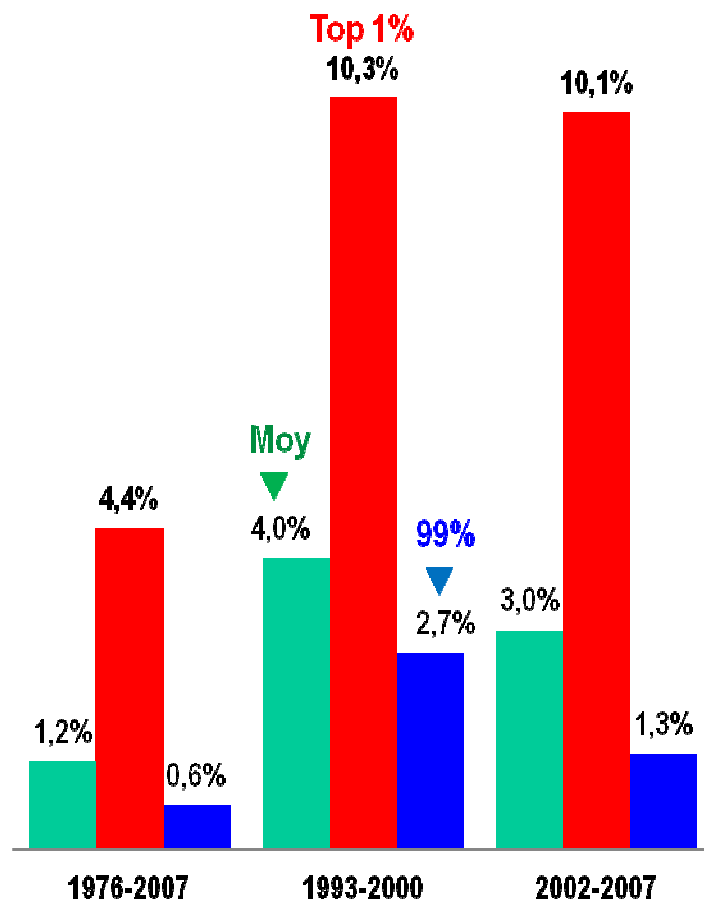
Fiscalité allégée sur les profits des entreprises, partout



Source : KPMG Corporate and Indirect Tax Survey 2011

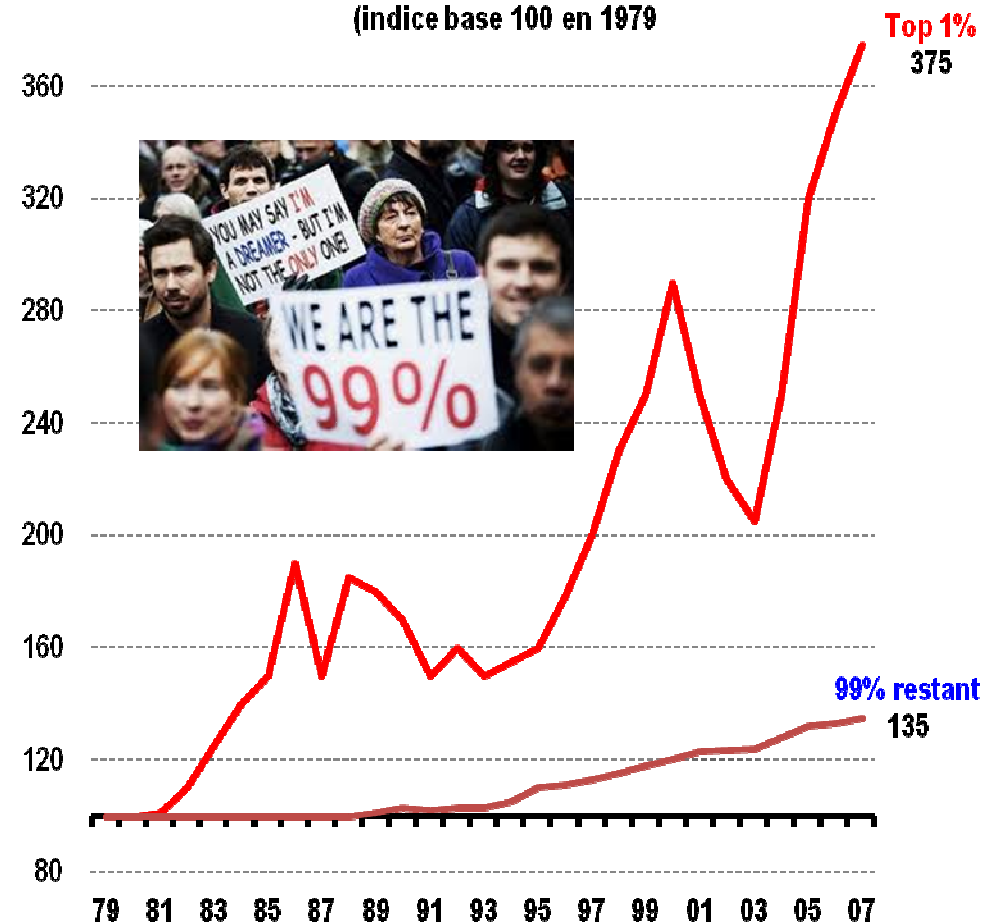
USA : mieux vaut être dans le Top 1% que parmi les 99%

Evolution des revenus aux USA par période
(TCAM en %)



USA : revenu réel moyen après impôt

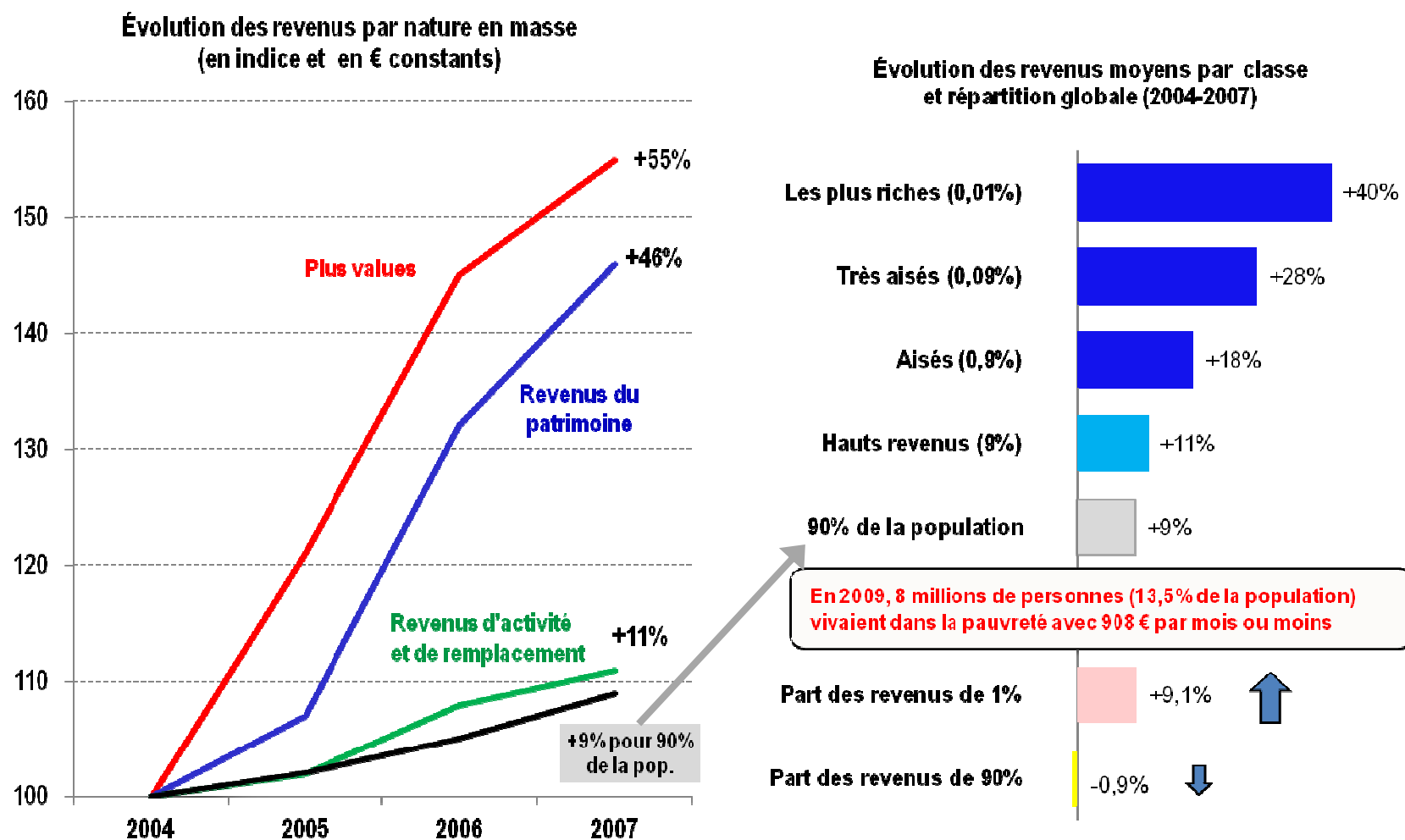
(indice base 100 en 1979)



Source : Atkinson, Piketty & Saez (Journal of Economic Literature , mars 2011) ; Uwe E. Reinhardt (site New York Times, Economix)

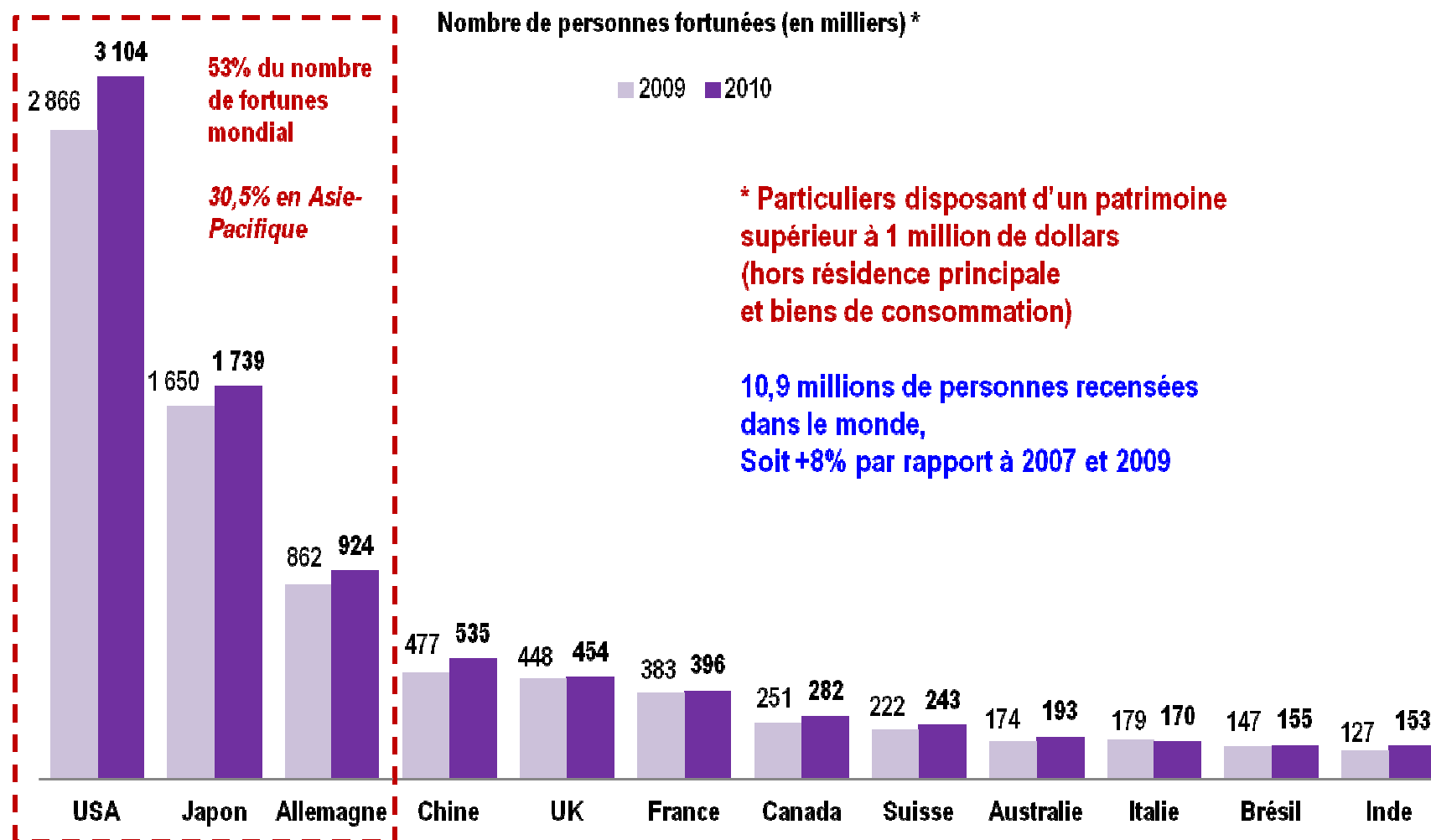
Site The Economist CBO (Congressional Budget Office - Département budgétaire du Congrès des USA) - rapport octobre 2011

France : mieux vaut être riche et capitaliste (ou rentier) que pauvre et salarié (ou chômeur)



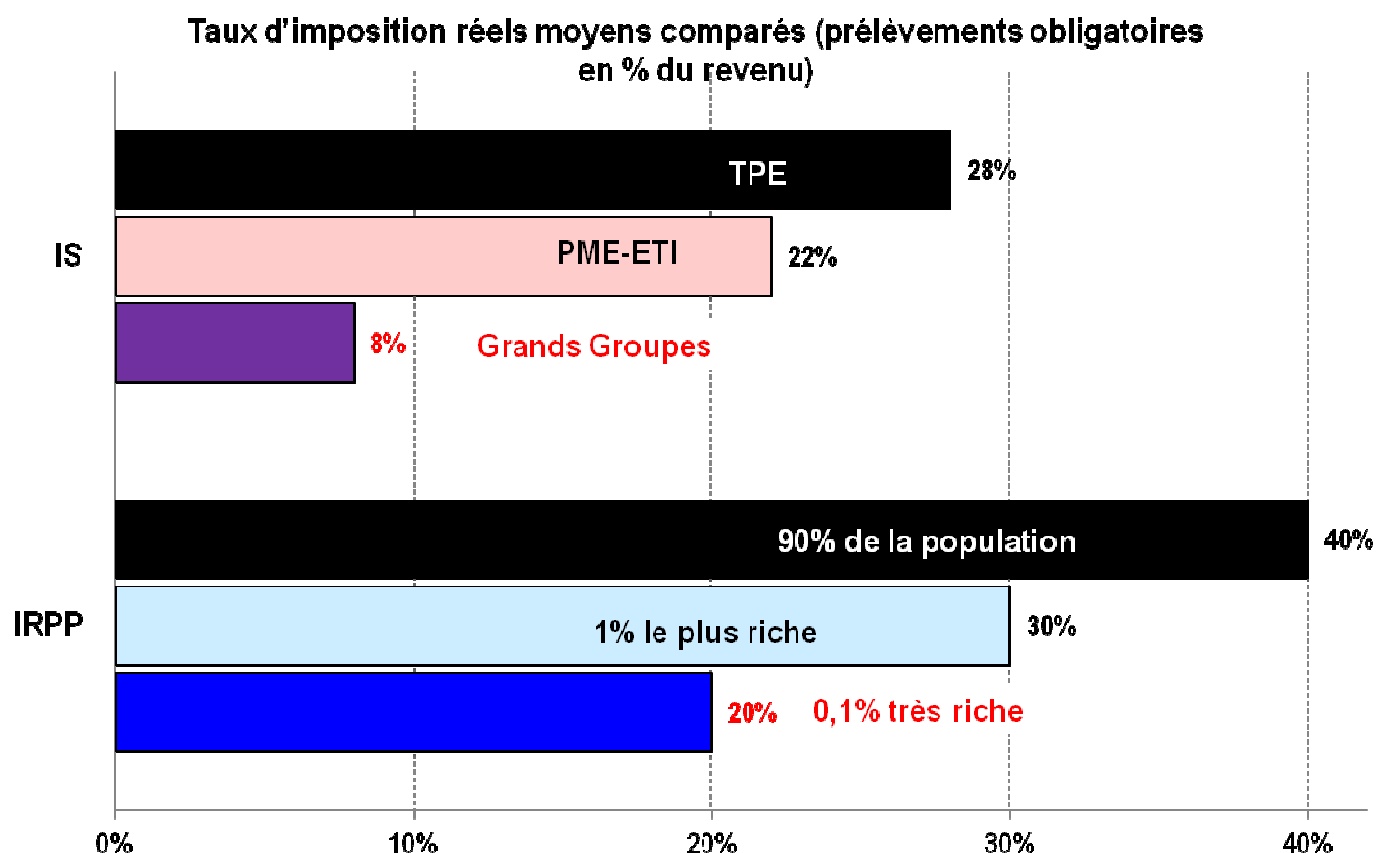
Source : étude Insee sur les très hauts revenus (THR : 1% des contribuables), Julie Solard, avril 2010

Grandes fortunes : pas d'austérité dans la crise Au contraire, le nombre de fortunes progresse bien



Source : Merrill Lynch & Bank of America (via Revue Banque, n° 741, novembre 2011)

Inégalité fiscale en France : impôt fortement dégressif pour les plus riches



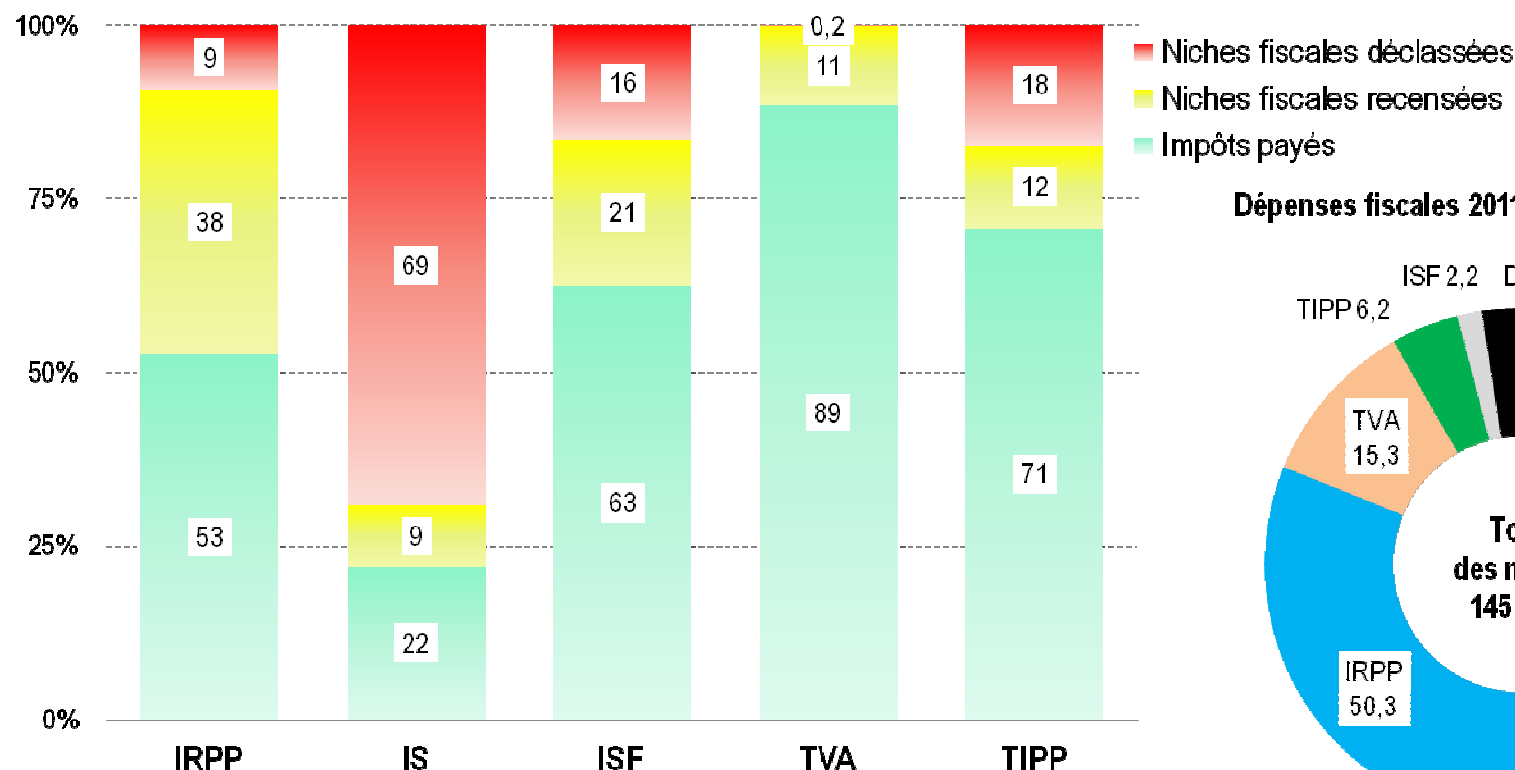
Source : Fondation Copernic : « Un impôt juste pour une société juste » (éd. Syllepse)

« Création de valeur » pour les actionnaires du CAC 40 :
près de 260 Md€ de 2006 à 2010, malgré la crise

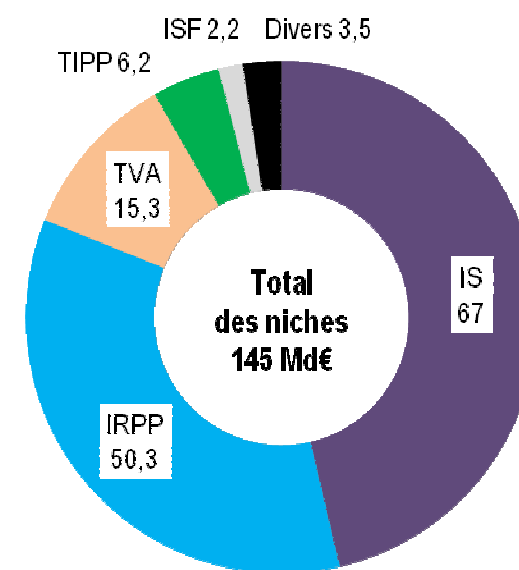
CAC 40 (en Md€)	2006	2007	2008	2009	2010
Capitalisation boursière *	1 230	1 417	805	996	1 002
Variation de la capitalisation	+321	+187	-612	+191	+6
+ Dividendes perçus	39	41	35	36	40
+ Rachat d'actions	7	13	11	1	3
- Augmentation de capital	-9	-14	-10	-24	-4
= « Création de valeur »	358	227	-576	204	45
Cumul	358	585	9	213	258

Niches fiscales (recensées et déclassées) :
environ 145 Md€, soit 95% du déficit annuel de l'Etat

Part des niches fiscales (recensées et déclassées) dans les recettes fiscales
potentielles par catégorie en 2009 (en %) ; total 360 Md€ bruts

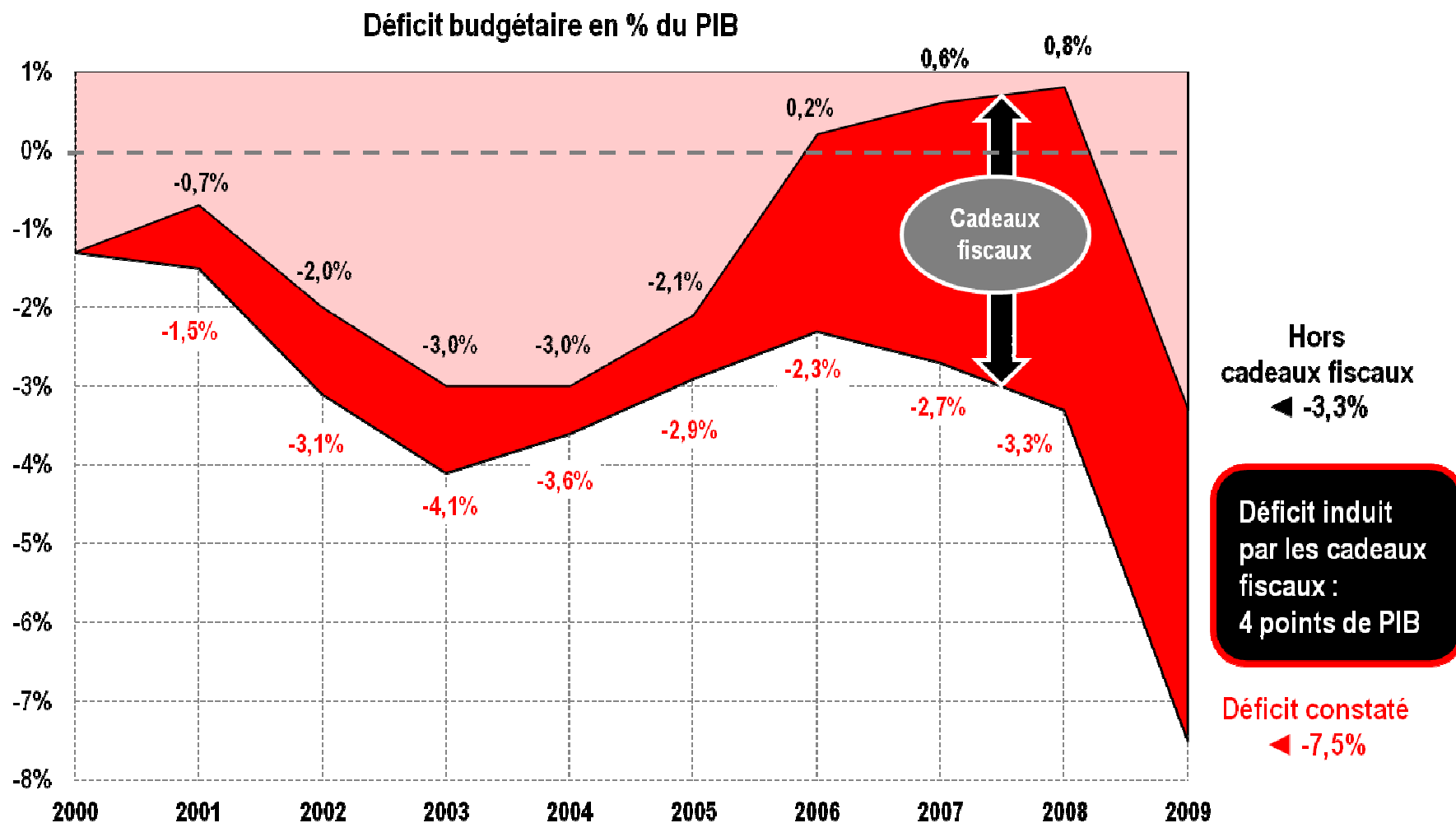


Dépenses fiscales 2011 (niches en Md€)



Source : Alternatives économiques (septembre 2011) ; Katia Weidenfeld : À l'ombre des niches fiscales (Economica 2011) ;
Projet de loi de finances 2011 (Assemblée nationale)

Déficit budgétaire : 4 points de PIB (environ 80 Md€)
induits par les nombreux cadeaux fiscaux



Source : Rapport Carrez à l'Assemblée nationale (juin. 2010) ; M. Husson (hussonet : note 17)

Conclusions : comprendre pour agir

- Déficit et dette publics plongent leurs racines dans la baisse des recettes **(et non principalement dans l'augmentation des dépenses)**, avec 3 sources :
 - Effet mécanique de la récession
 - Sauvetage des banques
 - Baisse de l'impôt des grosses entreprises et des particuliers privilégiés
- Augmenter les recettes passe d'abord par une **politique fiscale fortement progressive sur les profits (entreprises) et sur les revenus et patrimoines (particuliers privilégiés du top 1%)**
- Augmenter les recettes passe aussi par une **politique sociale favorisant** :
 - **Le pouvoir d'achat**, par des hausses des salaires et des pensions
 - **L'emploi**, par le partage du temps de travail
- ▶ Concernant dette et déficit, **3 mesures essentielles** s'imposent :
 - **Monétisation de la dette** (recours à l'emprunt auprès des banques centrales)
 - **Constitution d'un secteur bancaire public** pour maîtriser le crédit et l'investissement
 - **Moratoire** suspendant les remboursements **et audit de la dette** pour y voir clair sur son gonflement (aboutissant à l'annulation de la dette illégitime)